



Changer le mandat de l'OMC

Transcription automatique

Entretiens avec Willy Creteghy du 17 mai 2024.

<https://www.la-vrille.ch/mandat-omc>

<https://www.youtube.com/@la-vrille>

L'OMC et le libre-échange

Derrière moi, vous avez le bâtiment de l'OMC, un bâtiment immense, immense parce que c'est là que se négocient et se travaillent tous les règlements d'échanges: les règlements sur les douanes, les règlements sur le commerce au niveau mondial. Dans ce bâtiment, il y a des mesures qui sont décidées, des mesures qui sont liées aux principaux accords sur lesquels travaille l'OMC aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle les accords de libre-échange. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que les pays aujourd'hui veulent, au nom de la facilitation, de l'ouverture - on utilise beaucoup le terme d'ouverture, "ouverture des marchés" - aujourd'hui, on veut supprimer ce qu'on appelle les entraves au commerce. Quelles sont ces entraves ? Ces entraves, c'est à la fois des mesures douanières qui sont des taxes à l'importation, des taxes sur les produits qui rentrent dans nos pays, des taxes qui avaient pour objectif de protéger la production locale. Et le deuxième type de mesures qui est aussi développé, c'est les mesures non tarifaires. Qu'est-ce qu'on appelle une mesure non tarifaire ? C'est une mesure qui agit non plus sur une taxation financière, mais qui agit au niveau des règles, au niveau technique, au niveau du respect de l'environnement. Je veux dire au niveau de la fabrication des objets, qu'est-ce que contiennent les objets en termes de matériaux, de polluants... Et ces mesures non tarifaires posent le problème de la protection de nos normes. Chaque pays a établi des normes par souci de protéger l'environnement, de protéger la santé avec l'interdiction de certains produits polluants, de protéger aussi les normes sociales avec des exigences en matière de salaire notamment. Et là derrière moi, dans ce bâtiment, on prépare ça pour mettre en place ces accords de libre-échange qui posent aujourd'hui un énorme problème.

Changer le mandat de l'OMC

Derrière moi le bâtiment de l'OMC. L'OMC est l'Organisation Mondiale du Commerce, qui est née à la fin de l'"Uruguay Round" qui était une négociation entre 1986 et 1994 organisée par le GATT, l'organisation des échanges et du commerce qui avait été créée en 1947 juste après la guerre. Cette organisation, l'OMC, est fortement critiquée par tous ceux qui sont directement impactés par les décisions qui sont prises via l'OMC. Ces décisions, c'est des accords de libre-échange, des accords qui remettent en cause les mesures tarifaires que sont les taxes douanières, qui sont des outils de protection des productions locales et qui remettent aussi en cause toutes les mesures non tarifaires, qui sont les mesures qui protègent nos normes de fabrication, nos normes sociales, nos normes environnementales. Ces oppositions viennent d'une part de toutes les entreprises touchées par la concurrence étrangère qui doivent délocaliser, mais aussi, notamment par l'agriculture qui elle ne peut pas délocaliser et qui est fortement impactée. L'agriculture depuis plusieurs années demande à sortir de l'OMC. L'OMC, c'est une organisation mondiale du commerce, au niveau mondial, on a besoin d'avoir une organisation qui gère les échanges, qui coordonne, qui mette des règles dans les échanges. C'est pour cette raison que l'OMC est une organisation qui a sa légitimité et qu'on doit la conserver. Ce qu'on doit faire auprès de l'OMC, c'est changer son mandat. On doit aller vers un mandat de l'OMC pour des accords qui respectent entièrement les choix de chaque population, qui respectent l'environnement, qui respectent les normes sociales établies dans chaque pays et sur chaque continent.



L'agriculture, une ressource à préserver

Aujourd'hui avec la situation du climat, la situation sur le plan planétaire du manque des ressources, de la disparition des ressources, de la pollution, la nourriture et les surfaces agricoles sont des éléments extrêmement importants pour le futur. Ça veut dire qu'on doit aujourd'hui reconnaître qu'on ne peut plus consommer et surconsommer sans avoir une véritable gestion de ces ressources, sans avoir un véritable suivi de la réglementation à ce niveau-là. Que veut dire gérer les ressources ? Ça veut dire qu'aujourd'hui, on doit avoir prioritairement une gestion du territoire, une gestion de l'aménagement du territoire de manière à conserver un maximum de surfaces agricoles dans chaque pays, de surfaces agricoles cultivées. Aujourd'hui, la plupart des pays riches gèlent leurs terres, demandent aux paysans de mettre des jachères à la place des cultures. Si on veut garantir de nourrir la planète, il faut cesser avec cette manière de faire, il faut absolument revenir à une véritable gestion de la production agricole. Qu'est-ce que ça veut dire ? La gestion de la production agricole, ça veut dire manger prioritairement ce qui est produit localement. Cette gestion, elle est possible, elle a déjà été testée à l'époque puisque on avait des contingents de volume, des contingents qui permettaient de mettre en priorité dans nos assiettes les produits locaux et on importait ce qui manquait. Cette gestion, elle a permis d'éviter le gaspillage de nourriture: la production agricole qui n'était pas consommée immédiatement en matière fraîche allait dans les conserveries. Il y avait toute une filière de la conserverie qui permettait d'utiliser toute la production agricole jusqu'au bout. Aujourd'hui, on doit revenir à cette gestion, revenir à des contingents qui permettent une véritable gestion de notre production agricole. La production agricole, c'est une ressource et aujourd'hui, on reconnaît plusieurs ressources comme importantes mais on oublie que la production agricole est la ressource peut-être la plus importante et la plus noble qu'on a sur cette planète.

Régulation des échanges, au profit des populations

Les échanges entre les pays, les échanges sont importants. C'est important qu'on aie des échanges. Il y a des pays qui ont un savoir-faire dans tel domaine, et d'autres dans d'autres domaines. Et les échanges, c'est quelque chose qui est constructif, qui est positif. Maintenant, ces échanges entre des pays de niveaux économiques différents, ces échanges ont doit les réguler, on doit éviter la distorsion de concurrence entre un pays à salaire bas et un pays à salaire plus élevé. C'est la raison de l'existence des taxes à l'importation qui avaient été mises en place. Aujourd'hui, il faut savoir que la disparition des taxes à l'importation a détourné cet argent, puisque on continue à payer les produits le même prix qu'avant. Et simplement, cet argent va dans les poches des entreprises qui font ces échanges internationaux. On voit depuis plusieurs années, des fortunes colossales se créer. Des fortunes qui, aujourd'hui, font que même l'OMS est gouvernée pratiquement par ces fortunes, par Bill Gates et autres. Et ça, c'est quelque chose qui est inadmissible. C'est la raison pour laquelle ces taxes à l'importation, qui sont légitimes, doivent être réintroduites de manière à ce que le bénéfice des échanges - quand ils sont faits de manière réglementée, avec une régulation - ce bénéfice il doit être au profit des populations, pas simplement de notre population occidentale, mais de toutes les populations.

Taxes à l'importation: des fonds utiles à tous

Les accords de libre-échange comportent deux mesures principales: les mesures tarifaires et les mesures non tarifaires. Les mesures tarifaires, qu'est-ce que ça veut dire: c'est des taxes à l'importation, des taxes sur les produits qui sont importés. C'est une mesure financière, une mesure qui rapporte de l'argent au pays de



manière tout à fait légitime, puisque quand on ne produit pas sur le pays, c'est important que sur les produits qui rentent il y ait une mesure tarifaire qui permette de protéger les produits locaux, et aussi parce que la mesure tarifaire permet de financer l'utilisation des routes pour le transport de ces marchandises, l'utilisation de toute l'infrastructure locale utilisée par ces produits importés. Mais la question importante, c'est qu'est-ce qu'on fait avec cet argent qui est prélevé à la frontière ? L'argent prélevé à l'importation à la douane doit être utilisé d'une manière cohérente, doit avoir un objectif cohérent. L'objectif le plus cohérent serait de pouvoir utiliser cet argent pour que les produits de première nécessité soient accessibles à tous. Qu'est-ce que ça veut dire produits de première nécessité ? Ça veut dire non seulement produits de première nécessité, mais produits de qualité et on pourrait imaginer une agriculture suisse entièrement biologique et financer une partie de cette production de manière à ce que toute cette production agricole soit accessible à tous. Aujourd'hui, la santé est un problème majeur dans notre société. On sait que la pollution joue un rôle et les produits chimiques jouent un rôle important au niveau de la santé, au niveau de la dégradation de la santé de tous. Avoir une mesure qui favorise l'accès à des produits de qualité biologique permettrait de non seulement jouer un rôle important dans la gestion de la production agricole, mais en même temps, permettrait à toute la population de se nourrir sainement et de manière à assurer une bonne santé pour tous.

Taxes à l'importation: pour une qualité de vie pour tous

Les mesures financières à la douane, ces mesures financières doivent avoir un sens. On doit savoir pourquoi on prélève de l'argent à la frontière. La première raison a déjà été dite de nombreuses fois: c'est la protection de la production locale. Production locale, qu'elle soit artisanale, industrielle ou agricole. Maintenant, savoir ce qu'on veut faire avec cet argent, c'est la question de tous. On doit vraiment réfléchir à comment utiliser ce prélèvement à la frontière. Pour qu'il soit vraiment utile à un développement de qualité, une qualité de vie pour tous, à une protection de l'environnement, à un développement environnemental, à la biodiversité. Il y a énormément à faire aujourd'hui. On a souvent besoin de moyens pour toutes ces mesures. Je pense que là on a une source de financement qui est extrêmement intéressante et qui est tout à fait légitime.